ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 11 MARS 1973

5e CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE-MARITIME

UNION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS

ANDRÉ BETTENCOURT

Suppléant : CHARLES REVET



André BETTENCOURT

Républicain Indépendant

Ministre délégué auprès du ministre des Affaires Etrangères

Conseiller général

Maire de St-Maurice-d'Etelan

Suppléant

Charles REVET

Républicain Indépendant

Agriculteur

Maire de Turretot



Chères Electrices, chers Electeurs,

Permettez-moi d'abord, au nom de M. Charles Revet et en mon nom, de vous exprimer mes sentiments de reconnaissance.

A 56 voix près, il n'y aurait pas eu de ballottage. Nous serions passés au premier tour, malgré le grand nombre des candidatures.

Maintenant, il nous faut parler de dimanche prochain et du deuxième tour. Les candidatures seront moins nombreuses, mais le vote aura une signification importante. **LA LUTTE EST DESORMAIS ENTRE LES LIBERAUX ET LES COMMUNISTES.**

Ceux qui défendent la liberté sous toutes ses formes ont le devoir de faire barrage à toutes les intransigeances et d'abord au communisme. « Démocratie populaire », « République populaire », on sait bien ce que cela veut dire. Pratiquement, c'est le parti unique et la candidature unique, les autres n'étant que des comparses.

J'ajoute qu'il ne faudrait pas que le parti communiste s'imagine qu'il détient le monopole de la représentation des travailleurs en France. Je reste convaincu, par exemple, que beaucoup d'électeurs socialistes sont plus près de nous qu'ils ne le sont des états-majors communistes. Je suis certain que de nombreux socialistes ne sont qu'à moitié rassurés par les bons sourires de M. Marchais et de M. Duclos.

Quand il n'y avait pas de candidature socialiste dans la circonscription, toute une partie des socialistes ne votait pas pour le parti communiste. Souvenez-vous en.

C'est pourquoi, si je fais appel d'abord à mes propres amis, à ceux qui depuis longtemps m'apportent fidèlement leur appui, je ne peux m'empêcher de mettre en garde ceux qui seraient tentés de faire le jeu du parti communiste.

LA FRANCE EST UN PAYS OCCIDENTAL ET NON PAS UN PAYS DE L'EST.

En France, les emplois, le développement de l'industrie, l'accroissement des productions et des exportations agricoles nécessaires à une meilleure rentabilité des exploitations et une amélioration des conditions de vie des agriculteurs, ne passent pas par le marxisme-léninisme, pas plus que la liberté du commerce et de l'artisanat.

N'oubliez pas que le programme commun de la gauche n'a été présenté par la direction du parti communiste français que comme un premier pas vers le collectivisme.

Même si beaucoup de réformes ont déjà été réalisées en France au cours de ces dernières années, il reste encore beaucoup à faire ; mais rappelons-nous que les Républiques successives ont toujours su que le progrès n'a de valeur et de sens que dans le respect des libertés.

C'est dans cet esprit que nous voulons aller de l'avant, améliorer la vie de tous, en faisant bien sûr un effort particulier pour ceux qui se trouvent aujourd'hui moins favorisés en raison de l'âge, de la maladie ou de leur situation.

Seul le progrès économique permet le progrès social. Ceux qui vous disent le contraire cherchent à vous tromper.

Pour l'avenir de notre circonscription ; pour que l'industrialisation aille avec une recherche constante de l'amélioration des conditions de travail, de l'environnement et de la qualité de la vie ; pour un développement harmonieux assurant le meilleur équilibre entre la Basse-Seine, les cantons des plateaux et la région de Fécamp ;

Pour défendre les intérêts de la France dans un monde troublé ; pour poursuivre et amplifier l'œuvre de réforme économique et sociale, pour consolider les institutions républicaines et appuyer l'action du Président de la République ;

Je fais appel à toutes les bonnes volontés, à tous vos suffrages, que je vous demande d'exprimer dans l'union le 11 mars.

Vive la République

Vive la France

VU LE CANDIDAT.

Imprimerie Nouvelle - 76-Yvetot